

*Air Canada*

droit de prendre des décisions qui seraient au détriment des actionnaires minoritaires. C'est la loi canadienne qui protège les actionnaires minoritaires qui le dit très clairement. Or, nous allons avoir une situation absolument loufoque puisque le gouvernement demeurera propriétaire à 55 p. 100, donc l'actionnaire le plus important, l'actionnaire majoritaire, mais il n'aura pas un mot à dire et il ne pourra pas dire un mot. Ce seront les minoritaires qui contrôleront la compagnie et surtout le gouvernement abdiquera son pouvoir de donner des directives à la compagnie pour maintenir des services essentiels dans des régions reculées du pays ou continuer à desservir certaines lignes jugées importantes dans l'intérêt national.

En fait, comme le disait mon préopinant, on se demande pourquoi le gouvernement s'évertue à vouloir défaire quelque chose qui marchait si bien. On ne défait pas ce qui va bien sauf si on est le gouvernement conservateur. Et ce n'est pas la première bonne entreprise que le gouvernement est en train de détruire. On voit ce qu'il est en train de faire avec le Canadien National. On voit ce qu'il n'a pas été capable de faire malgré toutes les promesses avec la compagnie VIA Rail et on se demande ce qui arrivera avec cette décision hybride qui risque de pénaliser à plus ou moins long terme la viabilité et l'efficacité d'Air Canada parce que, à la réalité, si ces actions qui seront mises sur le marché n'obtiennent pas preneur, et si cette opération de demi-vente n'est pas un succès, c'est tout l'avenir d'Air Canada qui est menacé.

Nous avons voulu, à l'occasion du cinquantième anniversaire d'Air Canada, souligner qu'Air Canada était une des compagnies les plus rentables de toutes les corporations aériennes au monde, qu'elle était très bien administrée et qu'elle avait remporté des prix de distinction au niveau international. La plus récente était d'ailleurs le prix d'excellence pour le meilleur service-passagers qui est décerné par la Air Transport World.

En rejetant l'argument voulant qu'Air Canada doit être privatisée de manière à pouvoir renouveler sa flotte d'avions, nous avons demandé, à l'époque, au gouvernement d'arrêter de miner la confiance du public dans leur transporteur national.

Et nous avons proposé une alternative beaucoup plus sage, beaucoup plus réaliste qui était celle de convertir la dette d'Air Canada en équité, de s'engager à lui faciliter des emprunts à des taux préférentiels pour le renouvellement de sa flotte, comme ce fut le cas dans le passé.

Et nous avons également dit que le gouvernement conservateur devrait s'engager à maintenir cette règle non écrite, qui est celle d'accorder à Air Canada, comme nous l'avons fait dans le passé, certains avantages dans l'attribution de routes internationales et transfrontalières, compte tenu de certains services domestiques non rentables du transporteur.

Or, il est clair que le gouvernement n'a pas voulu retenir cette proposition qui était celle de l'Opposition officielle, celle du parti libéral du Canada. Nous sommes aujourd'hui face à un projet de loi rejeté par la grande majorité des syndicats qui représentent les employés d'Air Canada.

Je veux simplement citer un article du journal dans lequel on mentionne, et je cite:

• (1320)

*[Traduction]*

«Trois syndicats d'Air Canada amorcent une campagne pour contrer la privatisation.» L'article explique que des syndicats qui représentent les deux tiers des employés d'Air Canada ont lancé une campagne pour faire obstacle à la privatisation de la société aérienne d'État et contribuer à la défaite du gouvernement conservateur lors des prochaines élections fédérales.

Dans une lettre envoyée récemment au premier ministre (M. Mulroney), des représentants de l'Association internationale des machinistes et des travailleurs de l'aéronautique, du Syndicat canadien de la fonction publique et du Syndicat canadien des travailleurs de l'automobile lui ont reproché «de trahir non seulement leurs membres mais également tous les Canadiens en se départissant d'un actif qui fait partie du patrimoine national».

Ils terminent leur lettre de trois pages en promettant de s'efforcer de révéler à tous les Canadiens le double jeu des conservateurs pour faire en sorte qu'on leur fasse subir le sort qu'ils méritent lors des prochaines élections.

*[Français]*

Je pense bien que les représentants des employés ont raison d'avoir ces mots assez durs à l'endroit du premier ministre (M. Mulroney). Parce que tout le monde se rappelle que peu de temps après les dernières élections, le premier ministre du Canada était allé rencontrer son grand ami Louis Laberge, à Montréal, pour discuter de différentes choses, et en particulier de l'avenir d'Air Canada. Et, à la sortie de cette rencontre, le syndicaliste Louis Laberge avait dit aux journalistes, en présence du premier ministre, qui aurait pu le contredire si ce n'était pas vrai: «Le premier ministre vient de me donner la garantie que Air Canada ne sera pas vendue! Air Canada n'est pas à vendre! Le Canada a besoin d'une compagnie nationale», disait le premier ministre.

Or, comme plusieurs de ses promesses non tenues, aujourd'hui encore, on s'aperçoit que ce que vous dit le premier ministre c'est le contraire qui se produit.

Je vois le député de Brampton-Georgetown (M. McDermid) qui s'énerve et qui se permet de me dire que la citation du premier ministre n'est pas complète.

Le premier ministre et le vice-premier ministre ont inventé des propos pour justifier la vente d'Air Canada. Louis Laberge ne s'est pas fait dire la moitié de la phrase, lorsqu'il a vu les journalistes à Montréal à la sortie de sa rencontre avec le premier ministre. Il n'a pas dit aux gens: «On va la vendre à moitié». Il a dit aux journalistes: «Le premier ministre m'a dit: Il n'y aura pas de vente d'Air Canada!». C'est cela la réalité et ce n'est pas le député de Brampton-Georgetown qui va essayer de me faire accroire que Louis Laberge ne sait pas ce qu'il dit. La réalité, c'est que le premier ministre avait dit qu'Air Canada ne serait pas vendue. Air Canada, comme bien d'autres promesses non tenues du premier ministre, aujourd'hui sera vendue à cause de ce projet de loi, et le gouvernement conservateur en assumera l'entière responsabilité.

Voici une corporation de la Couronne des plus efficaces, des plus essentielles à l'économie canadienne qui a toujours bien fait, qui a eu une croissance économique exemplaire, qui a des employés de première valeur, qui a des dirigeants de grande